

# RASSEMBLEMENT À PA

## Peut-on combattre les licenciements dans les états généraux de l'industrie avec ceux qui les organisent ?

ANALYSE

### A quel obstacle se heurte le combat des travailleurs ?

**A**LORS que s'ouvrent dans quelques jours les ateliers régionaux des états généraux de l'industrie, les dirigeants du PCF appellent à la constitution de « fonds régionaux pour l'emploi, la formation, la recherche » et revendiquent leur gestion « par des espaces participatifs départementaux et régionaux, composés des salariés et de leurs syndicats, de citoyens tirés au sort, d'élus locaux et des pouvoirs publics. Ces espaces auraient des pouvoirs d'interpellation, "d'ingérence" dans les choix industriels et technologiques et dans les choix financiers, et devraient être reconnus par la loi ». Demander la reconnaissance par la loi d'« espaces » réunissant syndicats, élus locaux, représentants du gouvernement et définissant des « choix industriels » avec les patrons dans les régions, n'est-ce pas aller au-devant du dispositif corporatiste des états généraux de Sarkozy ?

Quel « pouvoir » auraient les syndicats, sinon celui d'accompagner les salariés vers la sortie ?

Quant au PS, il revendique, pour des états généraux utiles, « la cohérence et la transparence du soutien financier de l'Etat aux secteurs dans la tourmente » et réclame l'élargissement du financement, notamment dans l'automobile. Le gouvernement a offert 6 milliards d'euros à Renault et PSA, qui auront supprimé 20 000 emplois dans l'année !

N'est-ce pas là la raison pour laquelle les dirigeants des partis de « gauche » se refusent obstinément depuis des mois à appeler à une marche unie pour l'interdiction des licenciements ?

N'est-ce pas l'obstacle auquel se heurte le combat des travailleurs pour la défense de leur emploi ?

Ce week-end, des travailleurs et des militants se sont réunis dans les conférences départementales. Ils ont décidé, avec leurs comités pour la marche unie et les délégations de salariés qui se rassembleront le 28 novembre, d'interpeller les responsables de ces partis qui s'engagent dans les états généraux. Ils leur demandent de refuser cette opération et d'exiger la garantie de leurs emplois !

LAURENCE FAYARD ■

### Somme, Oise, Hauts-de-Seine, Nord, les conférences départementales préparent le rassemblement

#### SOMME

Plus de 60 personnes étaient réunies, le 7 novembre, à Amiens (Somme), dans la conférence à l'initiative du comité pour l'interdiction des licenciements. A la tribune, une ouvrière de SFG, un responsable de Manufacture Sièges de France, un responsable de la section Léon-Blum (PS), un élu d'Amiens, membre du conseil national du PCF, un militant du NPA, un représentant du POI. Dans la salle, des ouvriers de Goodyear, SFG, Manufacture, Dailycer, des chômeurs, des travailleurs de différents secteurs, des syndicalistes, des jeunes, des élus, dont un conseiller général PS, un membre du bureau national du PS, un élu municipal PCF d'Amiens.

**L**a présidente de séance souligna l'objectif de Sarkozy, à travers les états généraux de l'industrie : ceux-ci doivent se décliner régionalement et « les régions, c'est la gauche », avant d'appeler à se rassembler le 28 novembre.

Le cadre fut fixé par cette ouvrière de SFG : « Je suis l'une des 62 personnes licenciées de SFG et l'une des seize mille du groupe Alcan Rio Tinto. Ces seize mille licenciements ont été planifiés en 2008, avant la crise. Je vais parler au nom de ces seize mille personnes sans emploi, au nom des personnes qui ont été licenciées en janvier dans l'indifférence totale (...). Elles ont eu un coup de téléphone : "Bonjour, vous êtes licencié. Ce n'est pas la peine de revenir demain. Au revoir." Ou l'annonce a été faite en direct : "Vous pouvez rentrer chez vous maintenant." Que vont devenir SFG et ses 58 salariés restants ? »

Le militant du NPA égrèna la liste des entreprises en voie de restructuration dans la Somme et posa la question : faut-il encore attendre, va-t-on laisser faire ?

Le responsable PS : « J'appartiens à une section PS où il y a 200 adhérents et notre direction nationale ne nous

répond pas. On va laisser faire aux gens des stages bidon. Ils ne veulent pas de l'assistantat, mais un travail. »

En écho, le responsable PCF : « Le CPE, vous vous souvenez. Il faut faire la même chose. Le rassemblement de la base qui a contraint les dirigeants à bouger. »

Pour le représentant du POI, il y a, d'un côté, la nécessité de la marche unie, de l'autre, la voie de l'accompagnement, les états généraux. C'est le problème que pose le responsable de Manufacture Sièges de France : « Un million d'euros a été donné par la région pour la restructuration de l'usine. L'argent public pour gérer nos licenciements ! Pourquoi, là-haut, ne réalisent-ils pas l'unité ? On ira le 28 novembre à Paris pour les pousser à nous répondre. Avec les états généraux, ce sont les politiques qui font faire les plans sociaux. »

Un appel est adopté par les participants pour préparer le 28 novembre à diffuser dans toutes les usines du canton. Et 36 participants ont pris leur bon pour monter à Paris.

« Le CPE, vous vous souvenez. Il faut faire la même chose : le rassemblement de la base qui a contraint les dirigeants à bouger. »



#### OISE

La conférence départementale de l'Oise, pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements, s'est réunie le 6 novembre à Compiègne. Parmi les participants, des travailleurs des usines Continental, à Clairoux, Sodimatex, à Crépy-en-Valois, Inergy et Den Braven, à Compiègne, et le maire d'une commune près de Compiègne. La conférence a entendu les messages de soutien du maire adjoint PCF de Creil, de trois conseillers municipaux PCF de Montataire, qui ont annoncé leur participation au 28 novembre.

**L**es salariés de Sodimatex ont été reçus au cabinet du ministre Estrosi, qui organise les états généraux de l'industrie. « On nous balade ! », a commenté un syndicaliste de Sodimatex. « On a été reçu le 23 octobre par le directeur de cabinet d'Estrosi. J'ai posé la question sur l'interdiction des licenciements. André Guyot m'a répondu "Je ne peux pas accepter cela ! On a donné 55 millions d'euros à Trèves pour qu'ils ferment le site obligatoirement !" » André Guyot est le directeur du Fonds de modernisation des équipements automobiles (FMEA) et du Fonds stratégique d'investissement (FSI), qui dépendent de l'Etat ! Il était auparavant directeur financier chez PSA.

« On nous propose deux mois de reclassement, j'ai vingt ans de boîte, 55 ans, des enfants à la maison, je pars avec 24 000 euros. Je vais faire quoi ? On se bat pour essayer de gagner du temps, on a récupéré une prolongation de deux mois. Mais ils fermeront le site. »

Un syndicaliste de Continental poursuit : « On parlait depuis longtemps de ce projet de construction d'un canal grand gabarit. Parmi les salariés de Continental, nombreux étaient ceux qui pensaient y retrouver du travail et s'étaient lancés sur des formations de conducteur d'engin. Le projet a été accordé à une grosse entreprise hollandaise. Il y a aujourd'hui 13 salariés, dont 7 cadres, sur les 1 100 de Continental, qui ont retrouvé du travail. »

Une intervenante a raconté ce qui s'est passé à l'usine Lear Corporation : « La grève y a été très dure, plus de onze semaines, avec un roulement pour empêcher le patron de récupérer les machines. Une déléguée syndicale de Lear expliquait qu'à la fin de la grève, en présentant le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi — NDR) aux salariés, elle ne voulait pas qu'ils l'acceptent : 15 000 euros, mais plus d'emploi ! Sans la marche unie, sans la réponse des politiques locaux, les salariés de Lear ont dû se battre seuls. Le 29 mars, alors que les salariés de Continental, qui venaient d'apprendre le plan social, avaient appelé la population à les soutenir, il y avait 20 000 personnes pour manifester à Compiègne, du jamais vu. Si les politiques avaient, ce jour-là, répondu à l'appel du comité, une montée sur Paris pour l'interdiction des licenciements à Continental, la population aurait répondu. Ce sont eux qui portent la responsabilité d'obliger les salariés à accepter les plans sociaux, où à gagner du temps, comme à Sodimatex. Ils sont responsables de leur isolement ! »

Des comptes rendus de cette conférence seront organisés sur les lieux de travail, pour construire le 28 novembre. L'appel sera diffusé dans dix entreprises pour préparer des délégations d'usines le 28.

#### Sébastien, ouvrier à Goodyear (Somme)

« Je serai à Paris le 28 novembre, car, après Goodyear, il y aura Dunlop »

« Je serai à Paris le 28 novembre pour l'interdiction des licenciements. Car, après Goodyear, il y aura Dunlop, pour délocaliser la production de pneus en Pologne. S'il n'y a plus de boulot sur la zone industrielle d'Amiens, il n'y aura plus d'avenir pour les jeunes. De plus en plus, on embauche les jeunes avec des contrats de six mois et on les licencie. Ce qui est bien dans cette conférence, c'est de voir que tous veulent se battre. Il faut encore que les partis politiques prennent leurs responsabilités. »

« Le 29 mars, il y avait 20 000 personnes pour manifester à Compiègne, du jamais vu. »

#### Sandrine, ouvrière SFG (Somme)

« Il faut qu'on aille dans la rue, c'est ça la solution, et pas les états généraux »

« Le 28 novembre, il y aura une banderole SFG pour montrer aux autres du groupe qu'on est toujours là. Ce groupe a fait 10 millions de bénéfices en dix mois. Et il licencie ! Le contrat de transition professionnelle (CTP), cela ne sert à rien : apprendre à faire des CV, après trente ans de carrière, devoir retrouver un boulot ! Les Américains rachètent nos entreprises, pour les liquider et délocaliser. Il faut qu'on aille dans la rue. C'est ça la solution, et certainement pas les états généraux de Sarkozy ! »

# RIS LE 28 NOVEMBRE



## HAUTS-DE-SEINE

Des salariés de Renault, de la métallurgie, de Marsh, de la Caisse d'épargne, de Vinci, de Goodrich, de France Télécom, de la fonction publique, des agents communaux, des hospitaliers et des militants du POI, du PS et du PCF participaient à la conférence départementale des Hauts-de-Seine le 7 novembre.

**A**PRÈS avoir rappelé les étapes de la campagne pour la marche unie et les obstacles à l'unité, un syndicaliste de la métallurgie, ancien de Thales, à Colombes, expliquait : « A Thales, on est face à un plan de restructuration qui vise à passer de 8 % de rentabilité à 10 %. L'entreprise Asnières Industries adaptées (AIA), juste à côté, qui emploie 90 % de travailleurs handicapés en sous-traitance automobile, est en dépôt de bilan. Ce sont 80 salariés handicapés qui sont menacés de licenciement. Nous avons organisé deux délégations, une à la préfecture, une au ministère pour le maintien du site et des emplois. Le sous-préfet nous a ri au nez : "Impossible de maintenir le site, car les aides d'Etat sont incompatibles avec l'Union européenne et le régime de la libre concurrence." Même réponse au ministère de l'Industrie ! »

Une syndicaliste de Marsh, à la Défense, relatait que « les salariés ont déjà subi deux délocalisations, en Hongrie et en Inde, avec des pertes d'emplois constantes ». « Les pressions sont insupportables sur le personnel pour faire monter le taux de productivité, avec obligation pour le salarié de justifier pourquoi il n'a pas atteint ses objectifs. Les salariés sont terrorisés à l'idée d'entrer dans le chômage. » Elle dénonçait « la résistance des organisations politiques à organiser le combat et qui font tout pour freiner les masses ».

« Ceux qui ont mis en place la loi Bachelot sont aujourd'hui en train de discuter d'états généraux de la santé, c'est la même chose que les états généraux de l'industrie. Il ne faudrait plus dire abrogation de la loi Bachelot, mais discuter de sa mise en œuvre dans des états généraux », s'emportait un syndicaliste hospitalier.

Un salarié qui revient de Martinique renchérissait : « Sarkozy a organisé les états généraux de l'outre-mer pour tenter de reprendre ce qu'ils avaient dû concéder face à la grève générale. Mais le LKP n'y a pas participé. Les états généraux, c'est une vaste fumisterie que le gouvernement utilise pour faire passer sa politique. » Lui succédait un ouvrier de Renault (lire ci-dessus).

« On ne veut pas être accompagnés dehors, on veut garder nos emplois. On y sera le 28 novembre parce que le ministre Xavier Darcos a demandé au P-DG de France Télécom d'accélérer un "dispositif de GPEC" (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, NDLR) et, tout de suite après, la direction annonce aux syndicats un "nouveau contrat social", avec, à la clé, la suppression de quinze mille postes et 1,5 milliard d'économie. On ne veut pas du contrat social qui vise à contraindre les syndicats à accompagner les suppressions d'emplois ! », déclarait un syndicaliste de France Télécom.

Quarante-huit se sont inscrits pour le 28 novembre et se sont engagés à verser 140 euros. ■



On ne veut pas être accompagnés dehors, on veut garder nos emplois.



## Saïd, ouvrier à Renault Rueil-Lardy (Hauts-de-Seine)

« Chez nous, on a vu partir 500 à 600 prestataires : c'est un licenciement masqué ! »

« Le numéro deux de Renault nous parle de main-d'œuvre attrayante en Inde et au Maroc pour fabriquer des petites voitures pas chères qui seront revendues en Europe. Renault a masqué ses derniers licenciements aux prestataires. Chez nous, on est 1 500, on a vu partir 500 à 600 prestataires : c'est un licenciement masqué ! Les organisations sont divisées : il faudrait que, d'un site à l'autre de Renault, il y ait un appel commun. Le rassemblement du 28 novembre, d'accord, mais comment faire pour qu'on en entende parler sur tous les sites ? »

## Mathieu, jeune travailleur de la presse (Nord)

« Qu'est-ce qui manque pour les faire reculer ? »

« Je travaille dans un groupe de presse important, qui a fait 12 % de bénéfice cette année. Malgré cela, un poste sur dix doit être supprimé nationalement, un sur cinq dans ma branche. La direction a cherché à nous associer à cette restructuration en nous demandant de déterminer les postes à supprimer pour travailler avec 20 % d'effectifs en moins. Avec mon syndicat, on s'est battu pour que les collègues prennent position : nous refusons de participer à ce plan, nous réclamons le maintien de tous les effectifs. Alors qu'est-ce qui manque pour les faire reculer ? Ce n'est pas avec les états généraux de l'industrie qu'on sauvera les emplois ! »

## Premier rassemblement national à Paris pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements samedi 28 novembre 2009 à l'Assemblée nationale à 14 h 30



## NORD

Quarante-six militants de toutes tendances se sont réunis dans les deux conférences organisées dans le Nord le 7 novembre.

La conférence en Sambre-Avesnois a réuni notamment des adhérents du POI, des militants du PCF – dont un jeune conseiller municipal – et deux responsables de la section PS de Fourmies, des travailleurs de Maubeuge construction automobile (MCA, groupe Renault) et Medtronic.

« **L**E Sud-Avesnois va-t-il devenir un désert industriel ? » titre la presse locale, qui ajoute : « A Fourmies, certaines familles n'ont plus de quoi s'acheter à manger dès le 15 du mois ». « Dans mon entreprise, qui appartient à un grand groupe américain, on a déjà eu 5 licenciements », explique un ouvrier. « Quand on propose l'interdiction des licenciements, certains disent que c'est utopique. Mais dans les années 1980, il y avait bien une autorisation administrative de licenciement », souligne le conseiller municipal PCF. Un responsable du PS indique que « les militants du PS, comme tous ceux des partis de gauche veulent que le Sud-Avesnois vive. Je ne dis même pas "vive décement", je dis simplement qu'il vive, car c'est ce problème qui est posé aujourd'hui ». Un comité pour la marche unie est constitué, quatre premiers inscrits pour se rendre à Paris le 28 novembre.

A Lille, vingt-neuf militants sont réunis, avec le maire PS d'une commune voisine de l'usine Michelin de Noyelles-lès-Secclin.

La discussion est introduite par un jeune travailleur de la presse confronté à un plan de licenciement (lire ci-contre). Le débat s'engage à partir d'une interrogation du maire : « Je suis au PS. J'ai signé toutes les initiatives qui vont dans le sens de l'unité. Je ne suis qu'un petit maillon, mais je souhaite aider à ce que l'unité de tous les partis de gauche se réalise. Mais je m'interroge : les Français ne sont-ils pas résignés ? »

A Michelin, raconte un jeune travailleur, « les ouvriers ont pris une claque avec la fermeture. Ils ne comprennent pas pourquoi Madame Aubry, que nous interpellons depuis des mois, a renoncé à s'opposer aux licenciements chez Michelin ». Un autre : « Sont-ils résignés ou ne savent-ils pas comment agir ? Le problème posé n'est-il pas plutôt la position actuelle des partis qui les représentent ? C'est pour ça que les 148 délégués réunis à Puteaux proposent ce rassemblement devant l'Assemblée nationale. »

15 participants s'inscrivent pour le 28 novembre, et 125 euros sont réunis. Ils seront rejoints par les 12 participants à la conférence d'Arras (Pas-de-Calais). ■

Le comité départemental pour la marche unie de Côte-d'Or a rencontré François Patriat, sénateur PS et président de la région Bourgogne (extraits).

« Je ne peux pas vous dire que je défendrai une loi interdisant les licenciements » (F. Patriat)

François Patriat était notamment accompagné de Jean-Marie Caullet, maire d'Avallon. La délégation du comité départemental était composée de Jean-Marie Queudet, retraité de Peugeot ; Renaud Dubulle, technicien, membre du Parti de gauche ; Marie-France Guillaume, enseignante retraitée, comité de Chenôve ; René Béancourt, syndicaliste métal, comité de Montbard ; Dominique Gros, universitaire, membre du POI. Absent de Dijon, Didier Henriot, membre du PCF et syndicaliste cheminot, avait envoyé une lettre à François Patriat.

François Patriat : 200 000 emplois perdus en un an. C'est une situation dramatique. Mais quelle solution proposez-vous ? On était encore hier à l'entreprise Erhel-Hydris, on défend chaque dossier, concrètement.

Jean-Marie Queudet : Vous défendez qui ?

F. P. : Je défends le repreneur qui reprend les salariés.

Dominique Gros : Ce n'est pas le cas à CERIC-Automation : il y aurait 61 salariés repris sur 230.

F. P. : Là, ce n'est pas un repreneur, ce sont les cadres de l'entreprise. Nous soutenons cette solution.

D. G. : Reste 169 salariés licenciés. Qu'est-ce que vous leur dites ?

René Béancourt : La situation est catastrophique à Montbard : généralisation du chômage partiel, restructurations. Il faut donc que les élus politiques, à commencer par ceux qui se réclament du socialisme, commencent par dire stop !

F. P. : Sur un plan intellectuel, je vous comprends, mais qu'est-ce que je dis concrètement aux salariés d'une entreprise qui ferme ? Attendre l'interdiction des licenciements ?

D. G. : Les salariés d'Amora, de Barry-Callebaud, de J-Tekt vous disent : « On ne s'en sortira pas boîte par boîte. » 64 entreprises de Côte-d'Or sont sur le point de licencier. Face à la déferlante du chômage, ne faut-il pas des mesures d'urgence ?

F. P. : Je pourrais signer pour vous faire plaisir, mais aujourd'hui, si une entreprise ferme et qu'on me sollicite, je vais aider celui qui me dit : « Je maintiens des emplois. » Je n'ai pas d'autre moyen légal.

R. B. : Alors, il faut changer la loi. Vous êtes sénateur. F. P. : En tant que député, puis sénateur, j'ai soutenu toutes les lois sociales, dont la loi Auroux, et demain, je voterai contre la privatisation de La Poste, mais j'appartiens à un parti de gouvernement, et pas à un parti de contestation. Je ne peux pas vous dire que je défendrai une loi interdisant les licenciements. Je suis d'accord avec la lettre de Didier Henriot quand il dit « blocage de la casse des emplois dans les services publics tels que La Poste, la SNCF, la santé, EDF et GDF l'enseignement », mais par contre, « faire cesser tout licenciement collectif dans les entreprises », c'est tromper les gens. Aucun pays ne votera cette loi.

D. G. : Revenons aux 5 000 chômeurs du département, aux 1 650 licenciements annoncés d'ici à fin décembre par 38 entreprises. Vous l'avez dit vous-même, c'est la déferlante du chômage. Ceux qui vous ont élu attendent une solution d'ensemble, sur le plan national.

D. P. : Moi, je traite les dossiers jour après jour.

D. G. : Les actionnaires intègrent par avance les aides régionales dans leurs plans de licenciements et ils continuent ! Ou bien ils attendent la fin du contrat avec la Région et ils licencient. Que dites-vous aux salariés d'Erhel-Hydris ou d'Elancia qui ne seront ni repris ni reclassés ?

F. P. : La région agit. Si on interdit les licenciements, l'économie s'arrête. François Patriat lève la séance.